

ÉCOLOGIE DÉMOCRATIE, SOLIDARITÉ

DOSSIER
DE PRESSE

19 MAI 2020

Sommaire

- 3 — Déclaration politique
- 5 — 15 Priorités politiques
- 9 — Liste des membres
- 10 — Égalité Femme/Homme : une ambition réelle
- 12 — L'équipe

Déclaration politique



Répondre à l'urgence écologique, moderniser la démocratie, réduire les inégalités sociales et territoriales : nous pouvons faire plus et mieux à l'Assemblée nationale. Face à la pandémie de Covid-19 et à toutes ses conséquences, notre pays a besoin d'un engagement politique décuplé, à la hauteur de ces circonstances inédites, pour mener ces combats impérieux et ainsi espérer offrir aux générations actuelles et futures un avenir juste, durable et désirable.

Après le Covid-19, plus rien ne doit être comme avant. Il le faut. Cette épreuve, véritable ouragan sanitaire, sociétal et économique, a violemment révélé toutes les failles et les limites de notre modèle de développement, entretenu depuis des dizaines d'années. Elle nous invite à retrouver d'urgence le sens de l'essentiel : notre souveraineté alimentaire et industrielle, notre sécurité sanitaire, une économie et des emplois de proximité, le renforcement des liens humains et du vivre-ensemble, le respect du vivant, une ambition éducative et culturelle. Face aux immenses défis que sont le dérèglement climatique, l'effondrement de la biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles, le chômage de masse, nous devons changer nos modes de vie, lutter contre le « dumping » social et fiscal, favoriser le développement des sciences au service de l'humain, relocaliser notre production par une politique industrielle ambitieuse, construire une communauté de destin pour l'Europe, développer la solidarité internationale. La pandémie que nous affrontons n'appelle pas un nouveau recul des droits sociaux et des exigences environnementales, mais au contraire une ambition forte de transformation sociale et écologique.

Pour y contribuer collectivement, nous créons un nouveau groupe politique à l'Assemblée nationale. Ce groupe, baptisé Ecologie Démocratie Solidarité (EDS) est déposé officiellement ce mardi 19 mai. Il fera entendre sa voix dès la préparation du plan de relance et de transformation de notre pays et de l'Europe.

Ecologie, Démocratie, Solidarité : trois impératifs politiques qui honorent notre mandat d'élus autant qu'ils nous mettent au défi. Trois principes fondamentaux que nous ferons résonner au Parlement et dans le débat public.

Nous serons un groupe de propositions, d'action, de conviction et d'innovation. Un groupe qui ne se laissera pas enfermer dans les postures traditionnelles. Un groupe porte-voix des solutions issues de la société civile et basées sur la connaissance scientifique. Nos propositions seront enrichies par le dialogue constant avec toutes les forces vives de la société : associations, syndicats, entreprises, conventions citoyennes, territoires, laboratoires d'idées...

Déclaration politique

Entre subir et agir, notre choix est fait. Il nous faut de l'audace, de l'ambition, de la rupture, de nouvelles règles, des moyens décuplés. Nous agirons pour amplifier la transformation écologique, qui transcende les anciens clivages politiques. Nous contribuerons à rétablir la confiance des citoyens dans la démocratie, notamment en les associant davantage à la décision collective. Nous porterons haut la solidarité et pensons que la réduction des inégalités aggravées par le confinement devra être une priorité de la fin de la législature.

Notre groupe est constitué comme groupe indépendant, ne se situant ni dans la majorité, ni dans l'opposition ; dans la gravité des circonstances, nous voulons être un groupe utile à la France et à l'Europe. Nous pousserons et soutiendrons toutes les décisions à la hauteur des enjeux, mais saurons nous opposer dans tous les autres cas. Nous serons une force exigeante, prête à construire avec le Gouvernement et la majorité chaque fois qu'ils seront à l'écoute de nos propositions, comme avec tous les bancs politiques, pour construire des majorités d'idées afin de donner au progrès écologique et social une chance de réussir.

Notre démarche est ouverte. Nous appelons toutes et tous les députés qui se retrouvent et se reconnaissent dans ce projet collectif, au service des citoyennes et des citoyens, à s'y associer !



15 Priorités politiques

La France sort, partiellement et progressivement, du confinement. Mais la catastrophe sanitaire est loin d'être derrière nous. Tout demeure fragile et notre pays n'est pas à l'abri d'une deuxième vague de la pandémie. Aux pertes humaines déjà subies s'ajoutent les conséquences de la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie ainsi qu'un traumatisme qui bouscule tous nos fondamentaux sur les plans sanitaire, économique, écologique, social, éducatif, démocratique et géopolitique.

Dans ce moment, personne ne peut prétendre détenir la vérité à lui seul. A nos yeux, l'esprit de responsabilité et la recherche de la cohésion nationale passent par la mise en débat la plus ouverte possible de la réinvention du modèle français et européen, en tirant toutes les leçons des vulnérabilités que révèle ou confirme la pandémie. Le Parlement doit être le lieu de ce débat et des décisions nécessaires. Notre groupe entend y contribuer librement, et avec des convictions fortes autour de trois piliers fédérateurs : Ecologie, Démocratie et Solidarité.

C'est pourquoi notre première initiative sera d'organiser, dès que possible, le relais parlementaire du "Grenelle du Monde d'Après" que nous appelons de nos vœux afin que puissent converger à l'Assemblée nationale, grâce à un processus démocratique innovant, les propositions de transformation issues de la société civile, des citoyens (notamment de la Convention citoyenne pour le climat), des syndicats et du dialogue social, d'organisations professionnelles, d'associations ou encore de centres universitaires et de recherche.

Dès à présent, nous nous mettons au travail pour porter les combats parlementaires autour des 15 premières priorités suivantes :

— ÉCOLOGIE

- #1** Soutenir massivement les investissements des collectivités locales dans la transition écologique et solidaire (au moins 5 Md€/an sur 3 ans) pour la mobilité, les transports, l'aménagement urbain et rural, la rénovation des bâtiments, le changement du modèle agricole et la sortie des pesticides ainsi que pour la protection de la biodiversité, des ressources et des sols ;
- #2** Préparer un plan de réindustrialisation pour une souveraineté et une autonomie retrouvées, nationales et européennes, centré sur nos territoires : incitations à la relocalisation pour les entreprises, contreparties sociales et écologiques fortes aux soutiens de l'Etat, combat contre la ratification de nouveaux accords de libre-échange sous leur forme actuelle et pour les remplacer par des accords de juste échange respectueux des normes sociales et environnementales.
- #3** Organiser la résilience des territoires sur les plans alimentaire, agricole, sanitaire, énergétique, économique en faisant entrer la culture du risque et l'adaptation au changement climatique dans les politiques publiques, et par une plus grande autonomie d'action à l'échelle locale ;

#4 Préparer collectivement une **loi pour le respect du vivant et le bien-être animal**, rédigée en concertation avec les associations.

#5 **Inscrire la préservation de la biodiversité et du climat dans la Constitution**, par la référence au respect des limites planétaires et du principe de non-régression du droit de l'environnement : notre groupe organisera l'expertise de tous les projets de loi au regard de ces principes.

— DÉMOCRATIE

#6 **Transformer la démocratie** par une réelle transparence de la vie publique et par la lutte contre l'influence des lobbys, la défense constante des droits et prérogatives du parlement, la mise en oeuvre d'Assemblées citoyennes à différents échelons territoriaux (composées de citoyens tirés au sort, d'experts et de représentants de la société civile), et l'instauration d'études d'impact systématiques sur les PLF et PLFSS au regard des conséquences sur les inégalités (économiques, sociales et de genre) et l'environnement ;

#7 **Place aux femmes et à l'éradication des discriminations de toutes natures** : plan d'investissement massif dans la lutte contre les violences faites aux femmes, politique publique intersectorielle de lutte contre toutes formes de discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre, pour l'éducation à l'égalité et à la sexualité, garantir l'égalité professionnelle par la revalorisation salariale des métiers à forte représentation féminine, instauration du congé de paternité obligatoire et la reconnaissance de toutes les formes de familles.

#8 **Déposer une loi pour la souveraineté, l'éthique, l'accessibilité et la sobriété numérique** : élaborée par une convention citoyenne du numérique, avec pour objectif d'organiser la conquête de la souveraineté numérique européenne, de garantir le respect des libertés publiques et numériques, de lutter contre la fracture numérique, d'outiller l'éducation nationale, de féminiser les métiers de la tech, de garantir le principe de précaution numérique, de réduire l'empreinte écologique des nouvelles technologies en définissant des normes d'eco-conception web

#9 **Renforcer la place des sciences dans la démocratie et les décisions de politiques publiques** : protéger l'indépendance de la science, promouvoir les sciences participatives et collaboratives, favoriser le dialogue entre scientifiques, politiques et citoyens.

— SOLIDARITÉ

#10 Reconnaître dans le code de l'éducation l'initiative pédagogique des enseignants, en particulier pour l'éducation citoyenne dans toutes ses dimensions, la culture et pour la généralisation de l'enseignement des enjeux liés à la préservation de l'environnement, de la diversité biologique et aux changements climatiques, et des objectifs de développement durable (ODD) de la maternelle à l'université ;

#11 **Priorité à la santé d'abord !** Rétablir un système de santé robuste et accessible à tous, y compris pour la santé mentale, en revalorisant les métiers de la santé et de l'accompagnement social dès 2021 (augmenter les grilles de salaires pour les aide-soignant, les aides à domicile, les infirmiers, les agents hospitaliers de catégorie B et C, les ASH ainsi que pour les professions paramédicales), en repensant un modèle de financement centré sur les besoins des patients, en améliorant la synergie entre les hôpitaux et les autres services de santé, en intégrant pleinement la prévention et la santé environnementale, et en mettant nos aîné.e.s au cœur de notre politique de solidarité nationale par la création d'une cinquième branche de la sécurité sociale pour consolider le financement des Ephads et de changer le regard de la société sur le grand âge ;

#12 Refonder la fiscalité du capital et du patrimoine ainsi que leur caractère progressif pour s'assurer que les fruits de la prospérité et les richesses accumulées contribuent plus équitablement à l'effort collectif de solidarité nationale : réintégrer les liquidités dans un impôt sur le patrimoine, imposer les dividendes provenant des paradis fiscaux, rehausser le prélèvement forfaitaire unique (PFU), remettre en cause les niches fiscales favorables aux plus fortunés comme celles encourageant la dépendance aux énergies fossiles, transformer les droits de succession ainsi que la fiscalité foncière et immobilière ;

#13 Lutter contre la précarité et le chômage en renforçant les dispositifs existants tels que les emplois francs et les territoires zéro chômeurs de longue durée mais également en expérimentant des actions sociales innovantes en proposant un revenu jeunes universel dès 18 ans, ou encore une assurance loyer pour lutter contre les expulsions, symbole ultime de la précarité. Mettre la jeunesse au cœur de cette lutte pour réduire en amont les inégalités.

#14 Lancer une concertation avec les organisations syndicales dans la perspective de la création d'une « sécurité sociale écologique » permettant de garantir le maintien des droits et des revenus des salariés dans le cadre des mutations industrielles nécessaires ainsi que la qualité des formations vers de nouveaux métiers. Nous soutiendrons également les ménages les plus fragiles dans leurs besoins en alimentation saine issue de produits durables ainsi que pour leurs dépenses en énergie (mobilité et logement).

#15 Faire confiance aux territoires pour développer le tissu social, culturel et économique local grâce à une nouvelle grande étape de décentralisation. Permettre aux collectivités locales de se doter, de façon pérenne ou à titre expérimental, de compétences particulières en matière de coopération transfrontalière, dans le domaine de l'énergie (communautés citoyennes locales), dans les secteurs culturel, associatif, etc. Répondre aux besoins d'innovation et de liberté d'initiative des collectivités à travers un nouvel approfondissement de la décentralisation vers les territoires

LISTE DES MEMBRES



- Delphine Bagarry, Députée des Alpes-de-Haute-Provence
- Delphine Batho, Députée des Deux-Sèvres
- Emilie Cariou, Députée de la Meuse
- Annie Chapelier, Députée du Gard
- Guillaume Chiche, Député des Deux-Sèvres
- Yolaine de Courson, Députée de la Côte d'Or
- Jennifer de Temmerman, Députée du Nord
- Paula Forteza, Députée Hors de France
- Albane Gaillot, Députée du Val de Marne
- Sandrine Josso, Député de Loire-Atlantique
- Hubert Julien-Laferrrière, Député du Rhône
- Fiona Lazaar, Députée du Val d'Oise
- Sandrine Le Feur, Députée du Finistère
- Sébastien Nadot, Député de Haute-Garonne
- Matthieu Orphelin, Député de Maine-et-Loire
- Aurélien Taché, Député de Val-d'Oise
- Sabine Thillaye, Députée de l'Indre-et-Loire
- Frédérique Tuffnell, Députée de Charente-Maritime
- Cédric Villani, Député de l'Essone
- Martine Wonner, Députée du Bas-Rhin

Egalité Homme/Femme : une ambition réelle

La question de l'égalité entre les femmes et les hommes est plus que jamais d'actualité, et il est urgent que le monde politique s'interroge sur ses propres pratiques. Si le nombre de femmes députées à l'Assemblée nationale a progressé à l'occasion des élections législatives de 2017, le partage effectif du pouvoir se fait attendre et les obstacles sont encore nombreux. Parce que c'est une exigence démocratique, sociale et constitutionnelle, notre groupe promeut l'égalité entre les femmes et les hommes comme un objectif partagé par toutes et tous.

Notre objectif : rompre avec la tradition d'invisibilisation des femmes en politique

- Avant la création d'un neuvième groupe à l'Assemblée nationale, seul un groupe politique était présidé par une femme ;
- Cinq des groupes politiques comptent 30% de femmes ou moins et seuls deux en comptent près de 50% (48% pour Lrem, 47% pour le PS) ;
- L'attribution des commissions est stéréotypée : aux hommes la présidence des commissions de finance et des affaires économiques, aux femmes la présidence des commissions des affaires sociales et du développement durable.
- En 2018, les femmes ne représentaient que 27% des invités politiques selon le CSA ;
- Les élues sont régulièrement la cible de sexisme ordinaire : une enquête de 2016 révèle qu'au moins 50% des participantes ont reçu des insultes ou des menaces parce qu'elles étaient des femmes et/ou qu'elles faisaient de la politique ;
- La difficulté du cumul des vies familiales et professionnelles pèse davantage sur les femmes qui accomplissent en moyenne 70% des tâches domestiques.

Egalité Homme/Femme : une ambition réelle

Nos engagements : une première française, rejoignant les pays européens les plus progressistes

Nous sommes d'ores-et-déjà résolument engagés dans cette voie :

- 70 % de nos membres sont des femmes (15/20 membres) : jamais un groupe politique français n'a compté une telle proportion de femmes. Les seuls exemples comparables en Europe sont le Green League finlandais (85% de femmes) et le Left-Green Movement islandais (61% de femmes) ;
- Nous avons élu une co-présidence et un bureau paritaire.

Mais nous voulons aller plus loin. Parce qu'en matière d'égalité, il n'y a rien de spontané, nous nous engagerons via une charte de l'égalité entre les femmes et les hommes à :

- Nommer un ou une responsable égalité f/h au sein du groupe ;
- Utiliser des outils de communication non sexistes et non discriminants et s'engager pour une meilleure prise en compte de l'égalité des genres dans la couverture médiatique du groupe ;
- Prévoir une politique d'égalité professionnelle pour les collaborateurs du groupe et l'ensemble des collaborateurs de députés ;
- Prévenir toute forme de violences sexistes et sexuelles en prévoyant des actions de sensibilisation auprès des députés comme des collaborateurs ;
- Adopter une approche intégrée de l'égalité femmes-hommes dans le processus législatif, en réalisant une analyse d'impact en matière d'égalité de l'ensemble des textes de loi et en la traduisant en propositions

L'équipe

CO-PRÉSIDENTENCE

Paula Forteza - Matthieu Orphelin

VICE PRÉSIDENTENCE

Delphine Batho
Cédric Vilani

DÉLÉGUÉS GÉNÉRAUX

Politiques publiques : Émilie Cariou
Relations extérieures : Aurélien Taché

PORTE PAROLAT

Hubert Julien-Laferrrière
Fiona Lazaar

RESPONSABLES

Transitions : Yolaine de Courson
Égalité Femme-Homme : Albane Gaillot

TRÉSORIÈRE

Frédérique Tuffnell

SECRÉTAIRE

Delphine Bagarry

LES COMMISSIONS

Finances

Lois

Affaires sociales

Développement durable et aménagement du territoire

Affaires culturelles et éducation

Affaires économiques

Affaires étrangères

Défense

Affaires européennes

Délégation aux droits des femmes

Sur chaque texte de loi important sera nommé un binôme chargé d'animer le travail du groupe.

Contact presse :

ÉCOLOGIE
DÉMOCRATIE
SOLIDARITÉ